
Se préparer à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne

Le Brexit – quel impact pour les entreprises ?

Connaître les négociations



Comprendre l'impact du Brexit



Se préparer aux conséquences du Brexit

**Où en sommes-nous ?
Et quelles conséquences pour les
entreprises ?**

Les négociations – rappel sur les principales étapes

- Référendum du 23 juin 2016 : décision des Britanniques de sortir de l'Union européenne
- 29 mars 2017 : Notification par le Royaume-Uni de son souhait de quitter l'UE ouvrant une période de négociation de 2 ans
- Négociations de l'accord de retrait depuis avril 2017 :
 - **3 sujets principaux** : droits des citoyens, frontière physique en Irlande et règlement financier du Brexit => accord en décembre 2017 sur le règlement financier et les droits des citoyens. Les négociations se poursuivent sur l'Irlande
 - **Accord de principe sur une période de transition de 21 mois** (30/03/2019 au 31/12/2020), conditionnée à la conclusion d'un accord de retrait et se traduisant par un « statu quo », sans participation aux institutions pour le Royaume-Uni
Elle devrait permettre de négocier le cadre des relations futures
- Depuis mars 2018, discussions avec le Royaume-Uni sur le cadre des relations futures pour parvenir à une déclaration politique qui servira de base aux négociations de l'accord futur
- Automne 2018 : **objectif de finalisation de l'accord de retrait** et déclaration politique sur le cadre des relations futures entre l'UE27 et le Royaume-Uni
- De novembre à mars 2019 : **ratification de l'accord de retrait par les Parlements européen et britannique**

UE28 : la situation actuelle

L'UE permet des échanges sans obstacles entre les Etats membres

Libre circulation des biens

Pas de double homologation pour les véhicules
Pas de contrôles sanitaires sur les produits agricoles
etc.

Libre circulation des services

Reconnaissance mutuelle des qualifications
Absence de frais d'itinérance en Europe
etc.

Libre circulation des personnes

Liberté d'installation des citoyens européens dans tous les Etats membres
etc.

Libre circulation des capitaux

Liberté d'investissement
etc.

Union douanière

pas de droit de douane,
pas de formalités douanières de Règles harmonisées de TVA et de droits d'accises
etc.

Deux scénarios de sortie

- La Commission européenne continue à rechercher un accord avec le Royaume-Uni pour organiser la collaboration post-Brexit. Dans le même temps, **il faut que les opérateurs économiques comme les administrations se préparent à tous les scénarios pour anticiper leurs conséquences**, y compris celui d'une sortie sans accord

30 mars 2019 : dans tous les cas, le Royaume-Uni devient un pays tiers

Scenario sortie avec accord

Accord + ratifications de tous les Parlements



Période de transition
+ négociation des relations futures

- Les biens, les services, les capitaux et les ressortissants britanniques continuent d'être soumis aux droits et obligations réservés aux membres de l'UE27 jusqu'à décembre 2020 = *statu quo* pour les entreprises durant 21 mois
- L'accord de retrait garantit les droits acquis avant le retrait (validité des certificats, reconnaissance des qualifications, etc.)

→ La période de transition doit permettre de réaliser les adaptations nécessaires

Scenario sortie sans accord

Pas d'accord **ou** pas toutes les ratifications



Pas de période de transition
+ Relations UE/UK régies par le droit OMC

- Les biens, les services, les capitaux et les ressortissants britanniques cessent de bénéficier des droits et obligations réservés aux membres de l'UE27
 - Fin des 4 libertés de circulation et de l'Union douanière
 - Insécurité juridique : perte des droits acquis pour les citoyens et les entreprises (droits de propriété intellectuelle, droits applicable aux marchés publics, etc.)
- Urgence de la préparation (application directe des droits de douane par exemple)

Se préparer à tous les scénarios

- Sans accord sur le retrait entre le Royaume-Uni et l'UE avant le 29 mars 2019, la période de transition ne sera pas mise en œuvre et le Royaume-Uni sera considéré dès le 30 mars 2019 par l'UE27 **comme un pays tiers avec lequel elle n'a pas conclu :**
 - d'accord commercial (comme un accord de libre-échange ou une union douanière)
 - d'autres accords sectoriels (aviation, visas, accord en matière sanitaire ou phytosanitaire)
- Concrètement, cela se traduira **dès le 30 mars 2019** par :
 - **le rétablissement des formalités douanières, des droits de douane / accises et de transit**
 - **la fin de la libre circulation des capitaux, des marchandises, des services et des personnes** (travailleurs, étudiants) et **la fin de la liberté d'établissement**
 - **le rétablissement automatique de certaines barrières réglementaires à l'export ou à l'import :**
 - Fin de l'application de certains dispositifs « marché intérieur » (par exemple la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles, des procédures d'homologation, des droits de propriété intellectuelle, de la Carte Européenne Assurance Maladie, etc.)
 - Duplication des procédures réglementaires relatives aux conditions d'accès au marché (agroalimentaire, santé, aéronautique, chimie, etc.)
 - Nouveau droit applicable (droit du travail, contrats, propriété intellectuelle, industrie, etc.)

Comment me préparer dès aujourd'hui à tous les scénarios ?

Vous êtes concerné si ...

- Vous **vendez** des biens ou **fournissez des services** au Royaume-Uni
- Vous **achetez** des biens ou **faites appel à un prestataire** de services établi au Royaume-Uni
- Vous disposez d'une **filiale** ou effectuez des **missions** au Royaume-Uni
- Vous avez des **salariés** au Royaume-Uni
- Vous détenez des **brevets** ou des **marques** européennes actives au Royaume-Uni
- Vous êtes impliqué dans un **projet européen** avec des partenaires britanniques

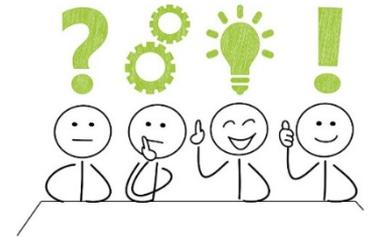


➔ **NB** : Vos **clients** ou **fournisseurs** sont eux aussi concernés

Comment vous préparer au Brexit ?

➤ URGENT : EVALUER

Réaliser un autodiagnostic pour recenser toutes les conséquences sur votre activité. Il s'agit d'identifier l'ensemble des impacts (juridique, RH, fournisseurs/distributeurs, coûts, localisation des activités, données, contrats, etc.)



➤ DES QUE POSSIBLE

Identifier les mesures à prendre pour atténuer ces impacts

Alerter vos sous-traitants sur les mesures qu'ils doivent prendre pour limiter l'impact du Brexit sur votre activité

➤ DANS UN SECOND TEMPS : METTRE EN ŒUVRE

Mettre en œuvre les mesures identifiées. La mise en œuvre des mesures et leur calendrier de déploiement dépendra :

- des conditions de sortie du Royaume-Uni
- des spécificités de chaque entreprise qui pourront apprécier différemment un même risque
- des éventuelles mesures unilatéralement décidées par le Royaume-Uni et publiées sur le site <https://www.gov.uk> (notices « How to prepare if the UK leaves the EU with no deal ») et des éventuelles mesures prises par l'UE ses Etats membres d'autre part

L'impact sur vos salariés

Une restriction de la libre-circulation des personnes et des travailleurs pourrait avoir un impact sur votre activité si celle-ci **dépend de la mobilité de vos salariés**, en particulier pour la fourniture de services

Les questions à vous poser

- Avez-vous de la main d'œuvre au Royaume-Uni ?
- Effectuez-vous des déplacements professionnels au Royaume-Uni ?
- Employez-vous des salariés britanniques ?

Exemples de mesures d'anticipation à mettre en place

- Recenser les salariés concernés et les situations particulières
- Accompagner le cas échéant les démarches de vos employés relatives à leurs conditions de séjour
- Déterminer le régime de sécurité sociale applicable
- S'adresser aux autorités britanniques ou françaises pour identifier les formalités nécessaires et les points de contact concernant la mobilité des travailleurs et les éventuelles modifications ou procédures en matière de :
 - droit du travail
 - possibilités de recours à des travailleurs temporaires ou détachés

Celles-ci ne sont pas encore connues à ce stade



L'impact sur votre chaîne logistique (1/2)

La réintroduction de droits de douane et de contrôles aux frontières peut affecter votre chaîne logistique et votre compétitivité globale

Les questions à vous poser

- Exportez-vous ou importez-vous des biens ou services vers ou depuis le Royaume-Uni ?
- Exportez-vous ou importez-vous des marchandises soumises à des procédures douanières particulières (produits soumis à accises) ou à des contrôles réglementaires à l'import ou à l'export (produits agricoles ou agroalimentaires, biens à double usage) ?
- Votre chaîne logistique ou de production traverse-t-elle la frontière ?
- Faites-vous transiter des biens par le Royaume-Uni ?
- Quels seront les impacts des contrôles frontaliers sur vos délais ?



L'impact sur votre chaîne logistique (2/2)

Exemples de mesures d'anticipation à mettre en place

- Intégrer la fonction « dédouanement » dans vos process et vos coûts
- Intégrer le passage en matière de TVA au régime des exportations / importations en lieu et place de la LIC/AIC : déclaration d'exportation auprès de la douane à compléter et déclaration d'une opération d'exportation exonérée de TVA en France puis éventuellement les formalités d'importations au Royaume-Uni
- Vous renseigner sur les contrôles
- Vous appuyez sur la Douane pour vous expliquer les formalités et vous conseiller, surtout si vous commercialisez des marchandises soumises à des formalités douanières particulières
- Recourir à un représentant en douane pour les formalités douanières
- Diversifier vos sous-traitants et vos sources d'approvisionnement
- Adapter vos circuits de distribution
- Si vous avez fournisseurs britanniques, renégocier vos contrats, pour faire supporter les droits de douane par le vendeur (Incoterms)



L'impact sur les réglementations sectorielles (1/3)

Si vous exportez ou importez des marchandises réglementées depuis ou vers le Royaume-Uni, le Brexit pourra avoir un impact sur votre activité

Des procédures supplémentaires seront nécessaires pour mettre un bien sur le marché britannique (règles de certification et autorisation de mise sur le marché)

Les questions à vous poser

- Fabriquez-vous des produits soumis à des autorisations de mise sur le marché ou à des certifications ?
- Importez-vous des produits soumis à certifications ou à des autorisation de mise sur le marché dans l'UE ?
- Exportez-vous des produits nécessitant des autorisations ou des licences spécifiques pour l'export hors UE ?
- Les procédures réglementaires applicables aux biens que vous produisez sont-elles réalisées auprès ou par des entités européennes ou britanniques ?

Par exemple

- **Aéronautique** : certification des pièces fabriquées au Royaume-Uni et destinées à être assemblées dans l'UE27
- **Automobile** : homologation des types de véhicules
- **Pharmacie** : autorisation de mise sur le marché, certification des sites de production
- **Biens à double usage** : licence d'exportation
- **Agroalimentaire** : certificat sanitaire

L'impact sur les réglementations sectorielles (2/3)

Exemples de mesures d'anticipation à mettre en place pour continuer à vous approvisionner au Royaume-Uni

- **Certification et autorisation de mise sur le marché (AMM)**
 - Faire re-certifier ou re-homologuer auprès d'autorités européennes
 - (Automobile, aéronautique, marquage CE délivré par les organismes notifiés : jouets / appareils électriques / équipements marins, etc.)
 - Transférer vers les entreprises de l'UE27 les dossiers d'AMM ou enregistrements détenus par des entreprises britanniques
 - (chimie, etc.)
 - Vérifier que les produits importés du Royaume-Uni disposent des autorisations nécessaires pour être consommés ou assemblés dans l'UE → (agroalimentaire, aéronautique)
- **Identifier les nouvelles obligations** vous incombant en tant qu'importateur pour les produits pour lesquels vous vous approvisionnez au Royaume-Uni
- **Rapatriement des activités sur le territoire européen**
 - Rapatrier dans l'UE les activités devant être réalisées sur le territoire européen → (pharmacovigilance)
 - Désigner un représentant sur le territoire de l'UE27 → (chimie, dispositifs médicaux, cosmétiques)

L'impact sur les réglementations sectorielles (3/3)

Exemples de mesures d'anticipation à mettre en place pour continuer à exporter vers le Royaume-Uni

- En cas de sortie sans accord, le Royaume-Uni prévoit de transposer les règles européennes (notamment en matière de certification et de conditions de mise sur le marché), mais les entreprises européennes seront désormais traitées comme les entreprises des autres Etats tiers. Le Royaume-Uni sera ensuite libre de faire évoluer l'ensemble de ses règles

Exemple : Un « Marquage UK » sera mis en place, cependant le marquage CE continuera à être accepté durant un « temps limité »

- Dans ce cas, les formalités nécessaires pour votre secteur devront être dupliquées auprès des autorités britanniques

Exemple : Désigner un représentant sur le territoire britannique pour les cosmétiques

- Dans certains cas, le Royaume-Uni pourrait adopter des mesures unilatérales permettant une reconnaissance des procédures européennes pour un temps limité, mais aucune garantie sur ce point à ce jour

Exemple : autorisation de mise sur le marché pour les médicaments

- Dans tous les cas, certains secteurs devront obtenir les autorisations nécessaires pour l'export auprès des autorités compétentes européennes

Exemple : Obtenir les licences pour les biens à double usage et les certificats exports pour les produits agricoles

L'impact sur vos droits de propriété intellectuelle

Un **diagnostic de vos titres actifs au Royaume-Uni est essentiel**, en particulier en cas de sortie sans accord. Vos titres pourraient ne plus être protégés sur le territoire britannique, ce qui implique un risque de contrefaçon

Les questions à vous poser

- Possédez-vous des titres propriété intellectuelle (brevets, marques, dessins et modèles) ?
- Ces titres sont-ils européens ou internationaux ?
- Exploitez-vous ces titres au Royaume-Uni ?

Exemples de mesures d'anticipation à mettre en place

- Par mesure de prudence, pour les titres européens, déposer de nouveaux titres nationaux au Royaume-Uni
- Modifier vos titres de propriété intellectuelle internationaux pour désigner le Royaume-Uni comme entité séparée pour conserver la protection sur le territoire britannique, y compris l'extension de protection pour les produits pharmaceutiques



L'impact sur vos contrats

La validité juridique des contrats ne sera pas affectée, mais il conviendra de s'interroger sur la stabilité des relations contractuelles du fait des **dénonciations possibles** des co-contractants

Les questions a vous poser

- Avez-vous des contrats commerciaux en cours avec des contreparties britanniques ou de droit britannique ?
- Les contrats stipulent-ils que le Royaume-Uni est membre de l'Union européenne ?
- La capacité de vos partenaires (co-contractants) à remplir leurs obligations suppose-t-elle la liberté de circulation des biens, des personnes, etc. ?
- Les contrats renvoient-ils au droit ou à une juridiction britannique ?
- Les contrats permettent-ils une augmentation du prix en cas de frais de douane ?

Exemples de mesures d'anticipation à mettre en place

- Recenser les contrats et la législation applicable
- Réviser, si nécessaire, vos contrats pour garantir la stabilité juridique de votre activité
- S'assurer que tous vos contrats (vente, distribution, transport, etc.) relatifs aux biens sur lesquels existe un droit de propriété intellectuelle contiennent une clause qui autorise expressément la circulation entre l'UE et le Royaume-Uni



L'impact sur vos systèmes d'information et vos données

La sortie du Royaume-Uni de l'UE peut vous obliger à réaliser des changements dans vos systèmes informatiques, en particulier sur **l'utilisation et la localisation des données personnelles** détenues par votre entreprise

Les questions à vous poser

- Transférez-vous **des données personnelles** entre l'Union européenne et le Royaume-Uni ?
- Votre entreprise a-t-elle des données **hébergées** au Royaume-Uni ?
- Faites-vous appel à des sous-traitants (gestion RH, gestion des fichiers clients, etc.) qui stockent ou traitent des données au Royaume-Uni ?

Exemples de mesures d'anticipation à mettre en place

- Interroger vos prestataires sur le traitement et la localisation de vos données
- Vous pourrez mettre en place :
 - des clauses contractuelles types (CCT), modèles publiés par la Commission européenne (non soumises au contrôle de la CNIL)
 - des clauses contractuelles ad hoc qui doivent être approuvées par la CNIL (plus contraignantes, valides 3 ans seulement)
 - des règles d'entreprise contraignantes (Binding Corporate Rules - BCR) qui doivent être approuvées par la CNIL puis par le comité européen de la protection des données (permettent d'encadrer le transfert des données pour l'ensemble des entités d'un groupe)
- Rapatrier en France vos données personnelles hébergées au Royaume-Uni

L'impact sur les services non-financiers

Avec la sortie de l'Union européenne, le Royaume-Uni ne bénéficiera plus des **règlementations facilitant l'accès au marché intérieur**, telles que les directives « services » ou « reconnaissance des qualifications professionnelles »

Au-delà des restrictions sur la libre-circulation des personnes et des travailleurs (titres de séjour, visas), des restrictions peuvent apparaître pour **l'accès à certaines professions** (avocats, architectes, commissaires aux comptes par exemple), comme une condition de diplôme ou un test de nécessité économique

Les questions à vous poser

- Ma profession est elle concernée ?
- Mes sous-traitants seront-ils impactés par d'éventuels changements ?

Exemples de mesures d'anticipation à mettre en place

- Vous renseigner auprès de votre ordre professionnel de l'évolution de la réglementation britannique dans votre secteur
- Pour les professions règlementées, s'inscrire auprès des ordres britanniques
- Le cas échéant, faire appel à des sous-traitants établis dans l'UE

L'impact sur les services financiers

Avec la sortie de l'Union européenne, les entités britanniques ne bénéficieront plus du « passeport financier » permettant la fourniture de services financiers auprès de clients situés dans un État membre de l'Union européenne

La validité des contrats financiers régulièrement conclus auprès d'entités britanniques avant la sortie du Royaume-Uni n'est pas remise en cause. Néanmoins, de nouveaux contrats ne pourront plus être conclus

Les questions à vous poser

- Suis-je partie, dans mon portefeuille d'investissements financiers ou dans mes activités de couverture financière, à des contrats dérivés conclus avec des contreparties britanniques ?
- Suis-je détenteur de contrats souscrits auprès d'entités britanniques ?

Exemples de mesures d'anticipation à mettre en place

- Demander le transfert de vos contrats financiers auprès d'entités établies sur le territoire d'un État membre de l'Union européenne

Les financements européens aux projets collaboratifs

Dans tous les scénarios, la sortie du Royaume-Uni ne devrait pas **affecter la participation des entités britanniques au programme Horizon 2020 (2014-2020)**, les fonds européens ayant déjà été engagés pour les projets déclarés lauréats avant le retrait effectif du Royaume-Uni de l'UE et le gouvernement britannique s'étant engagé à garantir des financements pour les projets lauréats

Cependant, les projets européens, auxquels vous participez pourraient être affectés par la non-reconduction de la participation des autorités britanniques

Les questions à vous poser

- Participez-vous à des projets européens collaboratifs impliquant des partenaires au Royaume-Uni ?
- Quelle est l'importance de la participation du Royaume-Uni dans ce ou ces projets ?

Exemple de mesures d'anticipation à mettre en place

- Echanger avec les autres partenaires sur la poursuite des projets, notamment leurs capacités de financement
- Identifier les enjeux de propriété intellectuelle
- Identifier des partenaires alternatifs dans l'UE pour vos futurs projets collaboratifs européens

Comment le gouvernement se prépare et vous appuie dans vos préparatifs

Le gouvernement se prépare

- Le gouvernement se prépare à la mise en œuvre de l'accord de retrait, qui est le scénario privilégié
- Préparation des mesures à prendre en cas de sortie sans accord par l'ensemble des services de l'État au niveau national et en étroite coordination avec les autorités européennes qui se préparent aussi (pilotage par le Premier ministre, projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, renforcement des SI, etc.)
- Recrutement d'effectifs supplémentaires (700 agents supplémentaires de la Douane et des services vétérinaires - SIVEP du ministère de l'Agriculture) pour assurer le fonctionnement optimal de la frontière
- Mobilisation de l'ensemble des services pour garantir la continuité de l'activité économique
- Mobilisation des autorités et agences pour traiter les cas individuels
- Mise à disposition **d'informations sur les sites publics** et **réponse aux questions des usagers**

Qui peut vous aider ?

Les services et sites des ministères économiques et financiers :

<https://www.economie.gouv.fr/> <https://www.entreprises.gouv.fr/>
<http://www.douane.gouv.fr/>

- Les services des ministères économiques et financiers en régions : DIRECCTE, pôles d'action économique (PAE) de la DGDDI
- Les téléconseillers de la douane répondent à vos questions sur l'ensemble des domaines de compétences de la douane française au 0811 20 44 44
- Les notices sectorielles de la Commission européenne sur https://ec.europa.eu/info/brexit_en
- Vos questions sont à adresser à

l'adresse suivante :

Brexit.entreprises@finances.gouv.fr et

brexit@douane.finances.gouv.fr

